



**PRÉFET  
DU VAL-D'OISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, De l'aménagement et  
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale du Val-d'Oise  
Immeuble Jacques Lemercier  
5 avenue de la Palette  
95010 Cergy-Pontoise

Cergy-Pontoise, le 25 juin 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/06/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **HAUDECOEUR**

60 RUE EMILE ZOLA  
93120 La Courneuve

Références : UD95 – 2024 – 493  
Code AIOT : 0006521945

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/06/2024 dans l'établissement HAUDECOEUR implanté ZAC de la Butte aux Bergers 12 bis avenue du Noyer à la Malice 95380 Louvres. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a pour objectif de vérifier la remise en conformité de l'établissement par rapport aux dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°IC-23-116 du 25 octobre 2023.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- HAUDECOEUR
- ZAC de la Butte aux Bergers 12 bis avenue du Noyer à la Malice 95380 Louvres
- Code AIOT : 0006521945
- Régime : Enregistrement

La société Haudecoeur exploite sur la commune de Louvres un entrepôt logistique. La société Haudecoeur est un importateur industriel et distributeur de produits alimentaires secs (riz, des légumes secs, des fruits secs, des épices, des céréales et des produits orientaux).

Le site de Louvres est dédié au stockage des produits à destination de la grande distribution.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Proposition de délais
1	Documents pour les secours	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 3.5	Avec suites Mise en demeure	Demande d'action corrective	2 mois
5	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 23	/	Demande d'action corrective	4 mois

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Conformité au dossier (Positionnement des stockages)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
3	Moyens incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
4	Confinement des eaux incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 11	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'inspection a constaté que l'exploitant a mis en place des mesures correctives pour la remise en conformité de son établissement. L'exploitant doit encore finaliser les documents à mettre à disposition des services de secours. L'inspection propose d'accorder un ultime délai de remise en conformité de 2 mois, en l'absence de quoi il sera proposé au préfet de prendre des sanctions administratives.

Par ailleurs, l'inspection a constaté que l'exploitant n'a pas réalisé de plan de défense incendie. L'exploitant devra le réaliser et le transmettre à l'inspection des installations classées.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Documents pour les secours

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Documents pour les secours
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours : - des plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie ; ----- <b>Constat de l'inspection du 31/08/2023 :</b> Lors de l'inspection, L'exploitant a indiqué ne pas disposer de ces documents pour pouvoir les mettre à disposition des secours ces documents en cas d'incendie.  Par conséquent, la non-conformité n°3 de la précédente inspection est conservée et renommée non-conformité n°2 :  Non-conformité n°2 : Contrairement aux dispositions de l'article 3.5 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, l'exploitant n'a pas mis en place de solutions permettant de tenir à la disposition des secours des plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie et des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux ----- <b>Article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25 octobre 2023</b>  L'exploitant est mis en demeure, <b>dans un délai de 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté</b> , les dispositions de l'article 3.5 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé.  L'exploitant devra transmettre les justificatifs de remise en conformité.
<b>Constats :</b>  Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté une boîte destinée au stockage des documents pour les services de secours. Toutefois, l'exploitant n'a pas encore préparé les bons supports pour transmettre les informations disponibles pour les secours.  A l'occasion de cette visite, l'inspection a rappelé à l'exploitant la nécessité de présenter aux services de secours des informations synthétiques. L'inspection a retransmis à l'exploitant le courrier du 8 janvier 2024 co-signé par le SDIS95 et l'inspection présentant un modèle d'état des stocks associé à un plan des stockages.  Par conséquent, l'inspection propose d'accorder <b>un ultime délai à l'exploitant de 2 mois</b> pour réaliser un état des stocks et un plan de stockage qui répondent aux besoins des services de secours et les disposer de façon à ce qu'ils soient à disposition des services de secours immédiatement, même en l'absence de personnel. L'exploitant devra transmettre les éléments de remise en conformité.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 2 : Conformité au dossier (Positionnement des stockages)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conformité au dossier (Positionnement des stockages)
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et documents joints au dossier de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation. ----- <b>Constat de l'inspection du 31/08/2023 :</b> Lors de l'inspection, il a été constaté que les stockages en masse constatés lors de l'inspection du 28 avril 2022 étaient toujours en place. Il a été également constaté que sur la cellule située au nord du site, de nouveaux racks ont été installés pour densifier les stockages. Par conséquent, la non-conformité n°1 de l'inspection précédente est conservée :  Non-conformité n°1 : Contrairement aux dispositions de l'article 1.1 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, les conditions de stockage en exploitation ne sont pas conformes aux plans et documents joints au dossier d'enregistrement. L'exploitant doit redispenser ses stockages conformément à son dossier d'enregistrement ou porter à la connaissance du préfet les modifications des conditions de stockage conformément aux dispositions du R.512-46-23 du Code de l'environnement ----- <b>Article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25 octobre 2023</b>  Conformément aux dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement, la société implantée sur le territoire de la commune de Louvres ci-après dénommée l'exploitant, est mise en demeure de respecter, <b>dans un délai de 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté</b> , les dispositions de l'article 1.1 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé : <ul style="list-style-type: none"><li>• soit en disposant ses stockages conformément à son dossier d'enregistrement ;</li><li>• soit en portant à la connaissance du préfet les modifications des conditions de stockage conformément aux dispositions du R.512-46-23 du Code de l'environnement.</li></ul>
<b>Constats :</b>  Par courriel du 15 mars 2024, la société HAUDECOEUR a transmis un porter à connaissance concernant la modification des conditions de stockage dans son entrepôt. Ce porter à connaissance a fait l'objet d'un rapport d'instruction daté du 2 avril 2024. La modification a été déclarée comme notable mais non substantielle. Le porter à connaissance transmis par courriel du 15 mars 2024 permet de considérer que l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25 octobre 2023 a été suivi d'effet.  Lors de la visite du site, l'inspection a constaté que les stockages sont réalisés conformément à la réglementation et aux éléments décrits dans le porter à connaissance du 15 mars 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Moyens incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : - d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que : a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ; [...] En ce qui concerne les points d'eau alimentés par un réseau privé, l'exploitant joint au dossier prévu du point 1.2 de la présente annexe la justification de la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau, au plus tard trois mois après la mise en service de l'installation. [...] ----- PJ n°22 Conclusion du D9 = 300 m <sup>3</sup> /h ----- <b>Constat de l'inspection du 31/08/2023 :</b> Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le contrôle multipoteaux afin de démontrer la disponibilité du débit requis conforme au D9.  Non-conformité n°3 : Contrairement aux dispositions de l'article 13 de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017 et au calcul D9 fourni dans le dossier d'enregistrement, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter des justificatifs de la disponibilité effective des débits d'eaux d'extinction. L'exploitant devra transmettre un contrôle multi-poteaux démontrant l'atteinte du débit calculé dans le D9 (l'exploitant peut prendre en compte sa réserve d'eau). ----- <b>Article 3 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25 octobre 2023</b> L'exploitant est mis en demeure, dans un délai de 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, de respecter les dispositions de l'article 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé relatives au débit d'eau pour l'extinction d'un incendie.  L'exploitant devra transmettre les justificatifs de la disponibilité effective des débits d'eau d'extinction.
<b>Constats :</b>  L'établissement dispose d'une réserve incendie d'un volume de 240 m <sup>3</sup> associée à un poteau bleu d'aspiration. Par courriel du 21 mai 2024, l'exploitant a présenté un rapport de contrôle des poteaux incendie réalisé par Véolia daté du 25 avril 2024 montrant les résultats d'une mesure en simultanée sur 3 poteaux. Ces trois poteaux permettent de délivrer 180 m <sup>3</sup> /h pendant 2 heures. Ces éléments permettent de constater que les services de secours peuvent disposer de 300 m <sup>3</sup> /h pendant 2 heures d'eau incendie avec 180 m <sup>3</sup> /h fournis par les poteaux surpressés et 120 m <sup>3</sup> /h fournis par la réserve incendie.  Ces éléments permettent de constater que l'article 3 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25 octobre 2023 a été suivi d'effet.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Confinement des eaux incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 11
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>Constat de l'inspection du 31/08/2023 :</b> Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué ne pas avoir connaissance de procédure visant le confinement des eaux. Au niveau de la pompe de relevage, l'inspection n'a pas constaté de nouvelle procédure.  La non-conformité n°5 de la précédente inspection est conservée et renommée non-conformité n°4 : Non-conformité n°4 : Contrairement à l'article 11 de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017, concernant la procédure de gestion des eaux en cas d'incendie, l'exploitant ne dispose pas de procédure relative à l'isolement du site. L'exploitant doit réaliser cette procédure.  ----- <b>Article 4 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25 octobre 2023</b> L'exploitant est mis en demeure, <b>dans un délai de 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté</b> , de respecter les dispositions de l'article 11 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé.  L'exploitant devra transmettre la procédure de gestion des eaux en cas d'incendie.
<b>Constats :</b>  Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que les pompes de relevage du site ont été identifiées. Lors de la visite, l'inspection a effectivement constaté que les coupures d'urgence des postes de relevage sont facilement identifiables :    Cette mesure permet de considérer que l'article 4 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25 octobre 2023 a été suivi d'effet.  L'exploitant a précisé lors de l'inspection qu'avec la pente présente sur le site, si les réseaux d'eau venaient à saturer, le ruissellement naturel conduirait à un débordement des eaux sur le parc voisin. Pour cette raison, l'exploitant prévoit la réalisation d'un muret à l'est du site. <b>Observation :</b> L'exploitant tiendra informée l'inspection des installations classées de la réalisation du muret de confinement des eaux.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Plan de défense incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 23
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan de défense incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule. L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 [...] - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ; - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ; - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; - les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ; - les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ; - le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ; - la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ; - s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ; - la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe ; - la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ; - la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ; - les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ; - les mesures particulières prévues au point 22. Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.
<b>Constats :</b>  A l'occasion de la visite, l'inspection a demandé à l'exploitant si un plan de défense incendie a été réalisé sur le site. Il a indiqué que ce document est en cours de réalisation pour le site de Louvres.  <b>Non-conformité :</b> Contrairement aux dispositions de l'article 23 de l'arrêté du 11 avril 2017, l'exploitant ne dispose pas d'un plan de défense incendie. L'exploitant devra en réaliser un pour son entrepôt de Louvres et le transmettre à l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois